



94-09-07: Statement of UN/ECA, Mr. Layashi Yaker FR

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

ECONOMIC COMMISSION

COMMISSION ECONOMIQUE

FOR AFRICA

POUR L'AFRIQUE

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION

ET LE DEVELOPPEMENT

ALLOCUTION

de

M. Layashi YAKER

Secrétaire général adjoint

de l'Organisation des Nations Unies,

Secrétaire exécutif

de la Commission économique pour l'Afrique

Le Caire, 5-13 septembre 1994

Monsieur le President,

Excellence Dr. Maher Mahran, Ministre de la Population et du bien-etre de la famille et President du Comite egyptien d'organisation de la Conference internationale sur la population et le developpement,

Excellence Dr. Nafis Sadik, Secretaire generale adjointe de l'Organisation des Nations Unies, Directeur executif du FNUAP et Secretaire generale de la Conference internationale sur la population et le developpement,

Excellences Messieurs les chefs de delegation et les membres du corps diplomatique,

Mesdames, Messieurs,

Avant tout, permettez-moi au nom de la Commission economique pour l'Afrique et de ses Etats membres, de feliciter Son Excellence le President Mohamed Hosni Mubarek, President de la Republique arabe d'Egypte et, a travers sa personne, le grand peuple egyptien d'accueillir cet evenement historique et de

n'epargner aucun effort pour sa reussite.

Permettez-moi egalement de feliciter Dr. Nafis Sadik et son equipe devouee pour l'enorme et excellent travail preparatoire effectue, leur patience sans limite et leur grande determination durant le processus de negociation. Mes felicitations vont egalement au Dr. Frederick Sai, un authentique fils de l'Afrique qui a preside les sessions du Comite preparatoire.

Il est particulierement reconfortant pour l'Afrique, au tournant de ce siecle, de voir la Republique arabe d'Egypte, berceau de l'une des civilisations les plus riches, accueillir cette tres importante conference dont les conclusions et recommandations sont attendues avec impatience par toute l'humanite.

Comme vous le savez tous, la Conference internationale sur la population et le developpement de 1994 est la troisieme du genre organisee par les Nations Unies. En tant que rassemblement international, elle vise evidemment a debattre de problemes concernant tous les continents et regions du monde. Mais, a la difference des precedentes, la presente Conference est particulierement opportune eu egard aux problemes specifiques et aigus de l'Afrique.

Monsieur le President,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de dire que nous Africains, partageons avec les autres regions du monde, presque les memes preoccupations en matiere de population. En realite, les tendances en matiere de population et de developpement de notre continent deviennent un grand sujet de preoccupation.

Notre PIB par habitant n'a cessé de baisser au cours des 14 dernières années en raison à la fois d'une faible croissance de la production et d'une croissance démographique non viable. Le taux annuel de croissance démographique s'est maintenu au cours des dernières années autour de 3%, ce qui signifie un doublement de la population dans environ 23 ans. Cela est en grande partie dû à des taux de fécondité très élevés et presque stables et à une baisse spectaculaire de la mortalité. Au cours de la période commençant en 1950, la population du continent s'est rapidement accrue, passant de 225 millions à 710 millions de personnes actuellement. À ce jour, seuls quelques pays africains ont engagé la transition démographique pour passer des taux de croissance élevés à des taux plus faibles plus compatibles avec leurs efforts de développement.

L'Afrique ne représente qu'un peu plus de 12% de la population mondiale. Seuls trois pays, à savoir l'Égypte, l'Éthiopie et le Nigeria ont une population supérieure à 50 millions d'habitants; et plus de la moitié de la population de l'Afrique est concentrée dans neuf pays. Par ailleurs, plus de la moitié des pays africains ont une population inférieure à 10 millions d'habitants. Compte tenu de la superficie émergée totale, l'Afrique est caractérisée par une très faible densité démographique. Ainsi, à première vue, l'Afrique ne semble pas faire face à une crise de la population.

Malheureusement, ces chiffres masquent la vraie dimension des problèmes de population auxquels l'Afrique est confrontée. Au centre de ceux-ci se trouve le taux de croissance démographique non viable qui exerce une pression excessive sur les ressources écologiques fragiles - sols, ressources en eau et ressources forestières et divers habitats de la faune et de la flore qui constituent des trésors précieux pour l'Afrique. Cependant, au cours des deux dernières décennies les pays africains n'ont pas été en mesure de créer et d'entretenir des infrastructures matérielles et sociales et des capacités de

production pour maintenir la croissance de la production a un taux qui aurait permis aux revenus personnels et familiaux moyens de croître et d'assurer la croissance du niveau de vie.

La densité de la population par unité de terres arables a été quintuplée au cours de 50 dernières années pour atteindre 500 personnes au Km². Faute d'un accroissement adéquat de la productivité de l'agriculture et de la croissance des secteurs de l'industrie et des services de l'économie pour satisfaire l'excédent de la population, il a fallu de plus en plus recourir à des pratiques culturales qui détruisent la fertilité des sols et favorisent la dégradation des écosystèmes fragiles. Faute d'innovations technologiques notables dans l'agriculture africaine qui nécessiteraient, notamment des méthodes plus scientifiques et une exploitation durable des ressources naturelles renouvelables et non renouvelables du continent, l'Afrique est prise au piège de la faible productivité et de la pauvreté croissante. Une pression démographique excessive dans les zones rurales résultant d'une productivité de l'agriculture faible et en baisse, l'absence d'emplois productifs ruraux non agricoles et de possibilités de génération de revenus, le développement insuffisant de l'infrastructure matérielle et sociale pour améliorer le niveau de vie des populations rurales - tous ces facteurs ont poussé les populations excédentaires à émigrer vers les villes. D'où un exode rural rapide et une plus forte pression sur l'emploi urbain.

En fait, nos centres urbains sont faiblement équipés pour absorber - de façon productive - ces millions de personnes en matière d'infrastructures pour le logement, l'emploi, l'éducation et la santé. La plupart des villes sont entourées de concentrations de bidonvilles insalubres où l'essentiel de la population urbaine vit dans des conditions effroyables. Les sans-abri sont très nombreux. Dans ces conditions il est impossible d'empêcher la baisse du niveau de vie.

Les problèmes démographiques ont été aggravés par des conflits persistants qui continuent de ravager nombre de pays du continent. Des millions de personnes ont péri dans ces conflits. Plus de 8 millions d'Africains ont été obligés de chercher refuge hors de leurs pays tandis que près de 20 millions sont déplacés à l'intérieur même des pays du fait de ces cataclysmes, privés de leurs moyens d'existence et obligés de dépendre de l'aide extérieure. La situation navrante du Rwanda est le dernier exemple en date. Est-ce une coïncidence si ce pays a l'un des taux de fécondité les plus élevés d'Afrique et si la densité de sa population par unité de terres arables n'est dépassée que par celle de la vallée et du delta du Nil. Les circonstances varient naturellement d'un pays à l'autre; mais les conditions existent ailleurs pour le déclenchement de conflits au sein des pays ou entre pays du fait, entre autres, de fortes pressions démographiques, de technologies à faible productivité et l'absence d'une croissance économique concomitante.

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer les liens qui existent entre d'une part le taux de croissance démographique et d'autre part le taux de croissance économique, la diversification sectorielle, le développement social et le niveau de vie des populations. Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur l'impact destructif de la croissance exponentielle de la population sur les fragiles ressources écologiques de l'Afrique. Nous ne pouvons plus continuer à refuser de prendre acte des pressions qui poussent les populations rurales à émigrer vers les villes. Forcer ces populations à retourner à la terre sans au préalable créer les conditions nécessaires pour renforcer la productivité agricole n'aboutira qu'à accroître leur misère. Ce qu'il faut en fait, c'est à la fois un développement rural intégré inscrit dans une logique de progrès

technologique et un développement rationnel de nos villes. Cela permettra d'assurer une dépendance symbiotique mutuelle entre les deux composantes de la société. Une croissance économique robuste et durable s'appuyant sur la diversification de la production au niveau des villes devrait contribuer à stimuler le progrès économique et social dans les zones rurales. Une expansion soutenue et durable de la production agricole et des industries artisanales des zones rurales devrait assurer aux villes un approvisionnement suffisant en produits alimentaires ainsi qu'en intrants industriels et créer une demande soutenue pour leurs services et leurs produits industriels.

Nos pays devraient s'efforcer de mettre au point des politiques réalistes de développement urbain. Ces politiques doivent exploiter au mieux les potentialités dynamiques offertes par les villes bien gérées reliées par des rapports efficaces à leurs zones rurales et à d'autres villes. Ces centres urbains ont pour vocation de jouer le rôle de pôles de croissance économique et sociale et réservoirs de main-d'œuvre de haute productivité pour les populations en surnombre condamnées à quitter les campagnes du fait de l'accroissement de la productivité agricole et de la nécessité de conserver les ressources écologiques. Il faudra s'atteler à mettre en place des organes municipaux compétents, responsables et démocratiques dotés officiellement de l'autonomie nécessaire pour trouver les solutions aux problèmes liés à une croissance urbaine soutenue et durable. La politique africaine de développement urbain doit viser à créer un réseau bien distribué de petites villes et de centres urbains de taille moyenne, plutôt qu'à favoriser la croissance de mégapoles horribles, impossibles à gérer, polluées et insalubres.

Chose plus importante encore, la société africaine prise dans son ensemble et les gouvernements africains, conscients de l'importance des ressources qui doivent être investies en vue de soutenir le développement socio-économique

doivent en particulier commencer à s'attaquer au problème de la croissance exponentielle de la population du continent. L'objectif à atteindre ici consiste à harmoniser croissance démographique et croissance économique et développement social des divers pays. Il faudra toutefois veiller à ce que cette démarche ne se traduise pas par des pressions insoutenables et destructrices sur les ressources foncières, hydrauliques et forestières du continent ainsi que sur ses autres ressources écologiques.

Des efforts similaires sont également nécessaires en ce qui concerne la taille et la structure de la population. Il nous faut éviter de tomber dans le piège malthusien et pour ce faire, nous devons nécessairement porter les taux de croissance de la production à des niveaux nettement plus élevés que ceux de la population. Nous devons également adopter des politiques démographiques compatibles avec la maximisation du potentiel de production qui lui-même pourrait être considérablement amélioré par le biais du développement technologique. Nous devons avant tout améliorer nos possibilités de production. C'est là le moyen le plus sûr de résoudre à long terme les problèmes démographiques qui se posent au continent. Le rapport indigent faible qui existe entre la population et les ressources naturelles découle indubitablement de la faiblesse désespérante de la productivité des techniques de production à forte intensité de main-d'œuvre qui caractérisent les systèmes africains de production. Il nous faudra par conséquent nous attaquer franchement au problème qui se pose en considérant chacun des deux de l'équation, c'est-à-dire en augmentant la productivité et en responsabilisant la population. D'où la nécessité de la mise en valeur des ressources humaines.

Excellences,

Mesdames et messieurs,

L'une des pierres angulaires de cette stratégie est le développement délibéré de la famille, processus dans lequel l'éducation et l'encadrement jouent un rôle majeur. Au centre de cette stratégie se trouve le respect de la personne humaine. Pour leur part, la société, les individus et les couples doivent apprendre à assumer leurs responsabilités.

Les gouvernements africains ont pour leur part le devoir de créer les conditions propres à responsabiliser financièrement, économiquement et politiquement leurs citoyens. Chose plus importante encore, ils doivent veiller à créer les conditions nécessaires à l'émancipation de la femme et à sa protection.

Les organisations non gouvernementales, en tant qu'agents de la société et partenaires des gouvernements, soucieuses de promouvoir un développement soutenu, équitable et durable; d'assurer le progrès social, le renforcement des capacités humaines, l'élimination de la pauvreté et de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets de développement, ont un rôle important à jouer dans le développement économique et social du continent.

Mal informés sur leur sexualité, sur la santé de la reproduction et sur les divers risques qui y sont liés, nos enfants adolescents choisissent souvent des solutions à la fois désespérées et dangereuses. Par ailleurs, l'avortement, la fausse couche et la mort pendant l'accouchement sont souvent les conséquences regrettables de telles situations. Chaque année, plus de 220 000 femmes africaines meurent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement difficile. Le FNUAP estime le niveau de ce risque à 1 femme sur 25. Chacun de ces décès est inacceptable et aurait pu être évité par le biais de soins appropriés de santé de la reproduction.

Avec un niveau moyen de 95 decés sur 1000 enfants nés vivants, le taux de mortalité infantile en Afrique est nettement supérieur à la moyenne enregistrée pour l'ensemble des pays en développement. Avec seulement 54 ans, l'espérance de vie à la naissance en Afrique est pratiquement de 25 ans inférieure à celle enregistrée dans les sociétés les plus riches du monde. Le taux de morbidité et d'invalidité de l'Afrique, y compris les maladies sexuellement transmises et le SIDA, est le plus élevé de toutes les régions du monde. L'intensification de l'information et de l'éducation et l'accès plus large aux services aux familles, l'amélioration des soins de santé publique; l'accès de l'enseignement primaire et secondaire à tous les garçons et à toutes les filles constituent tous des éléments essentiels d'une politique globale de population pour l'Afrique.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'importance des facteurs démographiques dans le processus de développement est aujourd'hui reconnue par quasiment tout le monde. Les pays africains sont déterminés, plus que jamais auparavant, à s'attaquer à leurs problèmes démographiques, comme amplement démontré dans les conclusions de la deuxième Conférence africaine sur la population, tenue en 1984 à Arusha (République-Unie de Tanzanie) et de la troisième Conférence africaine sur la population, tenue à Dakar en 1992. Je veux parler du Programme d'action de Kilimandjaro et de la Déclaration de Dakar/Ngor. À la troisième Conférence africaine sur la population, on a reconnu que le Programme d'action de Kilimandjaro (PAK) restait un cadre viable pour le développement de la région; c'est pourquoi cette Conférence a passé en revue les efforts déployés par les États membres pour en appliquer les recommandations.

La Conférence a noté qu'il n'y a pas eu de progrès significatif, en dépit de

la multiplication des politiques demographiques depuis l'adoption du PAK. Aussi la Conference a-t-elle adopte la Declaration de Dakar/Ngor sur la population, la planification familiale et le developpement durable, dans laquelle elle exhortait les Etats membres a mettre en place un mecanisme de suivi destine a favoriser l'application rapide des recommandations du PAK. Cette Declaration souligne egalement qu'aucune politique demographique ne peut etre mise en oeuvre en l'absence d'un environnement politique et social paisible et stable.

Monsieur le President,

Mesdames et Messieurs,

Vous vous souvenez sans doute que le Nouveau Programme des Nations Unies pour le developpement de l'Afrique dans les annees 90, que l'ONU a adopte en decembre 1991 en tant que pacte liant l'Afrique et ses partenaires de developpement bilateraux et multilateraux, a donne corps aux principales preoccupations de l'Afrique pendant les annees 90 et au-dela ainsi qu'aux strategies devant etre adoptees pour y faire face. Au titre du Nouveau Programme, l'Afrique s'est engagee, entre autres a "integrer de maniere systematique les facteurs demographiques dans le processus de developpement ... A cette fin, le programme enterine-les principes, objectifs et recommandations du PAK, notamment la reduction de la mortalite maternelle et infantile, le developpement de la famille, l'education des filles et une amelioration substantielle et durable de la qualite et du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Le nouvel Ordre du jour a ete percu comme un pacte entre l'Afrique et ses partenaires du developpement, au titre duquel la communaute internationale porterait les transferts nets d'aide publique au developpement (APD) a un niveau minimum de 30 milliards de dollars en 1992, et les augmenterait par la

suite de 4% par an en termes reels. La communaute internationale s'engage également a reduire le service de la dette, qui, aujourd'hui, draine environ 30% des recettes d'exportation. Les depenses additionnelles que necessite l'execution du programme demographique examine par la presente Conference ont ete estimees par l'OUA et la CEA comme suit : 2,2 a 3 milliards de dollars par an (en dollars constants de 1993) au cours de la periode 1995-1999; 2,9 a 3,8 milliards pour les annees 2000-2004; 3,5 a 4,6 milliards pour les annees 2005-2009 et 4,3 a 5,6 milliards pour la periode 2010-2015. Vous conviendrez avec moi que l'Afrique peut a peine degager la moitie de ces sommes. Or, le montant actuel des flux nets des ressources est de loin inferieur au niveau atteint en 1992, tandis qu'il n'y a guere eu de progres pour ce qui est de reduire la dette africaine, sans meme parler des ressources additionnelles que necessite la solution des problemes demographiques. En fait, le deficit de ressources s'est encore creuse et c'est sur le plan interieur que la mobilisation des ressources a ete plus dynamique et plus encourageante. A lui tout seul, cet effort ne peut soutenir un niveau de developpement economique et social suffisant. Il est regrettable que les partenaires de developpement de l'Afrique n'aient pas ete suffisamment genereux, en particulier a l'heure ou le continent connait de multiples transitions : de la guerre a la paix, au relevement et a la reconstruction; de l'autocratie a la democratie, au pluralisme, a la responsabilite et au respect des droits de l'homme; de l'apartheid a la societe non raciale; de l'economie planifiee a l'initiative privee. Les transformations voulues, qui toutes occupent une place centrale dans le processus de transition demographique, ne peuvent etre realisees et maintenues sans le soutien accru de la communaute internationale.

Monsieur le President,

La CEA attache la plus haute importance aux principes et aux objectifs du

programme d'action que la presente Conference se propose d'adopter, parce qu'ils sont conformes aux principes que les pays africains ont deja adoptes dans la Declaration de Dakar/Ngor. Les principaux points de l'ordre du jour de la presente Conference renvoient au contexte plus large du developpement durable centre sur l'homme, qui fait l'objet, depuis une decennie, des deliberations de la communaute des nations au sein des instances de l'ONU. Cependant, les societes et les gouvernements d'Afrique ne sont pas en mesure de supporter tout le poids financier des activites prevues dans les domaines tels que le developpement de la famille, la sante de la reproduction, la prevention des maladies sexuellement transmissibles et du SIDA, la collecte et l'analyse des donnees, la formulation et la mise en oeuvre des politiques, toutes activites qui forment le noyau du Programme d'action du Caire.

L'Afrique est en proie a des problemes aigus sur tous les fronts de la lutte pour le developpement durable centre sur l'homme, et la solution de chacun de ces problemes necessite des ressources colossales. Il faut en effet rien de moins qu'un effort heroique pendant les deux decennies a venir afin que des conditions favorables soient creees en Afrique pour une croissance demographique rationnelle.

Un autre probleme connexe avait dans le passe trait a l'absence, autant chez les dirigeants africains que parmi leurs partenaires exterieurs, de la volonte politique de mobiliser tous les efforts et toutes les ressources possibles pour atteindre les objectifs de developpement. Il est temps, je dirais meme grand temps, de proceder a un renouvellement des engagements.

Monsieur le President,

Pour le monde entier, l'enjeu est d'aider l'Afrique a traduire ces nobles objectifs et aspirations en actes concrets.

J'ai des raisons de croire qu'une forte volonte politique est en train de se faire jour au sein des societes et des gouvernements d'Afrique pour amorcer un changement. J'en appelle a nos freres et soeurs de la communaute internationale pour qu'ils fassent preuve de comprehension et de patience et qu'ils s'engagent resolument a appuyer notre effort de developpement. Car, en derniere analyse, il ne peut y avoir d'avenir commun pour l'humanite ni de developpement durable si plus de 12% de la famille universelle est abandonnee a la misere, a la malnutrition, a la maladie et a l'ignorance, tirant une existence miserable de l'exploitation des ressources ecologiques. L'esprit de solidarite humaine est incompatible avec une telle indifferance. Pour toutes ces raisons, nous, a la CEA, attachons la plus haute importance aux travaux de la presente Conference.

Je vous remercie de votre aimable attention.

For further information, please contact: popin@undp.org
POPIN Gopher site: <gopher://gopher.undp.org/11/ungophers/popin>
POPIN WWW site: <http://www.undp.org/popin>